

FranceConnect : la Dinsic prépare le passage à l'échelle

Mener les travaux de construction, d'évolution, d'amélioration et de maintien en condition opérationnelle de « FranceConnect Particuliers » et des produits associés : cette mission figure dans une [fiche de poste](#) récemment publiée sur la Bourse interministérielle de l'emploi public.

La Dinsic (DSI de l'État) recherche un chef de produit pour « faire passer à l'échelle » ce service de gestion des identités qui fait figure de composante de base de sa stratégie d'État-plateforme.

Officiellement créé par un arrêté d'août 2015 et inauguré en juin 2016, FranceConnect vise à proposer un accès universel aux services publics en ligne, évitant aux usagers de créer un compte à chaque nouvelle administration sollicitée.

La [feuille de route](#) communiquée début février à l'issue du premier Comité interministériel de la transformation publique prévoit la mise à disposition, au 1^{er} mars 2018, d'un kit de développement de services en ligne pour toutes les personnes publiques.

En toile de fond, l'objectif de dématérialiser, d'ici à la fin de l'année, 500 démarches administratives supplémentaires.

Sur la liste figurent notamment les demandes de CMU-C (couverture maladie universelle complémentaire) et d'ACS (aide au paiement d'une complémentaire santé), de permis de construire et de bourses de lycée sur critères sociaux. Mais aussi les demandes de subventions pour les associations culturelles et la soumission des réponses aux appels d'offres de marchés publics.

Le numéro de téléphone pour s'identifier

Une échéance a été fixée au 1^{er} avril 2018 : à compter de cette date, tout nouveau service public lancé en ligne devra être accessible par FranceConnect. La totalité des services en ligne existants devront l'être au plus tard le 31 décembre 2020.

Entre-temps aura été lancé un « parcours hautement sécurisé » pour les services en ligne exigeant une authentification renforcée des usagers ; par exemple, les dépôts de plainte et les demandes de procuration.

FranceConnect s'appuie, pour l'heure, sur quatre fournisseurs d'identité : La Poste, la Sécurité sociale, la Direction générale des finances publiques... et, depuis peu, « [Mobile Connect et moi](#) ».

Ce dernier est édité par la société rennaise [AriadNEXT](#). Fondé sur l'alliance d'un code secret et des cartes SIM des abonnés mobiles, il n'est pour le moment accessible qu'aux clients d'Orange (l'opérateur historique [propose déjà](#) un service « Mobile Connect » destiné à l'authentification sur certains sites web et apps).

Parmi les derniers fournisseurs de services à avoir rejoint la boucle figurent le département du

Finistère, la ville de Ris-Orangis (Essonne) et Mulhouse Alsace Agglomération.